QUELLES SONT LES OUVERTURES ACTUELLES POUR L'ENGAGEMENT DES FEMMES DANS L'EGLISE CATHOLIQUE, selon la législation canonique (et connexe) en vigueur ?

MINISTERES ET SERVICES DES LAICS IMPLIQUANT ENVOI OFFICIEL PAR LA HIERARCHIE ECCLESIALE

Les laïcs sont capables d'exercer de véritables offices et fonctions ecclésiastiques (c 228 §1) et ils peuvent effectivement coopérer au pouvoir de gouvernement (c.129).

HOMMES	FEMMES
<p>Ministère de la Parole/ évangélisation, moyennant formation et discernement de charisme</p> <ol style="list-style-type: none"> Être nommés catéchistes (préparation aux sacrements) (c. 785) Être nommés professeurs de religion (804-805) Être nommés conférenciers ou professeurs dans les disciplines théologiques (c. 810-812) Recevoir le ministère institué de catéchiste (Motu Proprio Antiquum Ministerium) Être nommés ministres de la parole (sauf l'homélie) (c. 766-767) Recevoir une <i>missio canonica</i> pour prêcher et enseigner (c. 517 §2) 	<p>Ministère de la Parole/ évangélisation, moyennant formation et discernement de charisme</p> <ol style="list-style-type: none"> Être nommées catéchistes (préparation aux sacrements) (c. 785) Être nommées professeures de religion (804-805) Être nommées conférencière ou professeures dans les disciplines théologiques (c. 810-812) Recevoir le ministère institué de catéchiste (Motu Proprio Antiquum Ministerium) Être nommées ministres de la parole (sauf l'homélie) (c. 766-767) Recevoir une <i>missio canonica</i> pour prêcher et enseigner (c. 517 §2)
<p>Actions liturgiques, moyennant formation</p> <ol style="list-style-type: none"> Recevoir les ministères institués du lectorat et l'acolytat (Motu proprio "Spiritus Domini qui modifie le canon 230 §1) Des garçons peuvent être admis comme servants de l'autel (cf. canon 230 §3) Être nommés ministres extraordinaires de la Sainte Communion (c. 230) Être nommés ministres extraordinaires du baptême (c. 861 §2) Être nommés pour présider les prières liturgiques y compris les services funéraires (c. 861 §2) Être délégués pour assister aux mariages (c. 1112) 	<p>Actions liturgiques, moyennant formation</p> <ol style="list-style-type: none"> Recevoir les ministères institués du lectorat et l'acolytat (Motu proprio "Spiritus Domini qui modifie le canon 230 §1) Des fillettes peuvent être admises comme servantes de l'autel (Instruction Redemptionis Sacramentum n. 47 ; Notitiae, 30 de 1994 de la Congrégation pour le culte divin et la discipline des sacrements cf. canon 230 §3) Être nommées ministres extraordinaires de la Sainte Communion (c. 230) Être nommées ministres extraordinaires du baptême (c. 861 §2) Être nommées pour présider les prières liturgiques y compris les services funéraires (c. 861 §2) Être déléguées pour assister aux mariages (c. 1112)
<p>Diaconie, moyennant formation et discernement de charisme (c.784)</p> <ol style="list-style-type: none"> Être nommés missionnaires dans un champ particulier (touchant les œuvres de miséricorde corporelle ou spirituelle) (c. 784) 	<p>Diaconie, moyennant formation et discernement de charisme (c.784)</p> <ol style="list-style-type: none"> Être nommées missionnaires dans un champ particulier (touchant les œuvres de miséricorde corporelle ou spirituelle) (c. 784)

QUELLES SONT LES OUVERTURES ACTUELLES POUR L'ENGAGEMENT DES FEMMES DANS L'EGLISE CATHOLIQUE, selon la législation canonique (et connexe) en vigueur ?

<p>Domaine juridique, moyennant formation</p> <p>14. Être nommés censeurs (c. 830)</p> <p>15. Être nommés chanceliers ou notaires (c. 483 § 2)</p> <p>16. Être nommés juges dans un tribunal diocésain ou dans une cour d'appel (c. 1421 §2)</p> <p>17. Être nommés qu'assesseurs (c. 1424 ??)</p> <p>18. Être nommés auditeurs (c. 1428 ??)</p> <p>19. Être nommés ponents (c. 1429)</p> <p>20. Être nommés défenseurs du lien (c. 1435)</p> <p>21. Être nommés promoteurs de justice (c. 1435)</p> <p>22. Être nommés procureurs ou avocats (c. 1483 ??)</p> <p>23. Être nommés tuteurs ou curateurs (c. 1478 ?)</p> <p>24. Être nommés postulateurs dans les causes de canonisation et de béatification</p>	<p>Domaine juridique, moyennant formation</p> <p>14. Être nommées censeuses (c. 830)</p> <p>15. Être nommées chancelières ou notaires (c. 483 §2)</p> <p>16. Être nommées juges dans un tribunal diocésain ou dans une cour d'appel (c. 1421 §2)</p> <p>17. Être nommées qu'assesseuses (c. 1424 ??)</p> <p>18. Être nommées auditrices (c. 1428 ??)</p> <p>19. Être nommées ponents (c. 1429)</p> <p>20. Être nommées défenseuses du lien (c. 1435)</p> <p>21. Être nommées promotrices de justice (c. 1435)</p> <p>22. Être nommées procureures ou avocates (c. 1483?)</p> <p>23. Être nommées tuteuses ou curateuses (c. 1478 ??)</p> <p>24. Être nommées postulatrices dans les causes de canonisation et de béatification</p>
<p>Gouvernement / participation aux discernement ou prises de décision, moyennant formation</p> <p>25. Être délégués pour diriger une paroisse (c. 517 §2)</p> <p>26. Être nommés recteurs d'une université catholique ou ecclésiastique (c. 810-812)</p> <p>27. Être nommés vice-secrétaires générale d'une conférence épiscopale (c. 218)</p> <p>28. Être nommés membres du personnel des différentes commissions de la conférence épiscopales (c. 218)</p> <p>29. Être nommés experts ou consultants soit pour des questions relevant de l'Eglise, soit comme délégués au nom de l'Eglise, par exemples</p> <ul style="list-style-type: none"> a. dans des dialogues œcuméniques ou interreligieux b. sur d'autres sujets tels que l'éducation, la vie religieuse, responsable des ministres ecclésiaux laïcs c. auprès d'organisations ou d'organismes pour lesquels ils possèdent une expertise spécifique (c. 218) <p>30. Être nommés consultants, administratrices supérieures ou fonctionnaires dans les bureaux de la Curie romaine (Constitution</p>	<p>Gouvernement / participation aux discernement ou prises de décision, moyennant formation</p> <p>25. Être déléguées pour diriger une paroisse (c. 517 §2)</p> <p>26. Être nommées rectrice (recteuses) d'une université catholique ou ecclésiastique (c. 810-812)</p> <p>27. Être nommées vice-secrétaires générale d'une conférence épiscopale (c. 218)</p> <p>28. Être nommées membres du personnel des différentes commissions de la conférence épiscopales (c. 218)</p> <p>29. Être nommées expertes ou consultants soit pour des questions relevant de l'Eglise, soit comme déléguées au nom de l'Eglise, par exemples</p> <ul style="list-style-type: none"> a. dans des dialogues œcuméniques ou interreligieux b. sur d'autres sujets tels que l'éducation, la vie religieuse, responsable des ministres ecclésiaux laïcs c. auprès d'organisations ou d'organismes pour lesquels ils possèdent une expertise spécifique (c. 218) <p>30. Être nommées consulteuses, administratrices supérieures ou fonctionnaires dans les bureaux de la Curie romaine (Constitution</p>

QUELLES SONT LES OUVERTURES ACTUELLES POUR L'ENGAGEMENT DES FEMMES DANS L'EGLISE CATHOLIQUE, selon la législation canonique (et connexe) en vigueur ?

<p>apostolique Pastor Bonus, art. 3 §2 et art. 8-9).</p> <p>31. Être nommés membres des conseils pastoraux diocésains et paroissiaux (c. 443§ 5-6)</p> <p>32. Être nommés membres des conseils particuliers, pour une province ecclésiastique ou pour le territoire d'une conférence épiscopale (c. 443§ 5-6)</p> <p>33. Être nommés directeurs d'une école catholique (c. 469 ??)</p> <p>34. Être nommés directeurs d'un établissement catholique de santé (c. 469 ??)</p> <p>35. Être nommés « délégués épiscopales » pour la caritas (c. 469 ??)</p> <p>36. Être nommées « déléguées épiscopales » les affaires canoniales (c. 469 ??)</p> <p>37. Être nommés pour participent à la curie diocésaine (c. 469 ??)</p> <p>38. Être nommés doyens dans les facultés de théologie (c. 810-812)</p> <p>39. Être nommés pour représenter une personne morale (c. 118)</p> <p>40. Être nommés agents des finances d'un diocèse (c. 494 § 1)</p> <p>41. Être nommés agents des finances d'un institut religieux (c. 636)</p> <p>42. Être nommés membres du conseil financier d'un diocèse (c. 492), d'une paroisse, c. 537) ou de toute autre personne juridique publique (c. 1280)</p> <p>43. Être invités à participer aux synodes romains des évêques.</p>	<p>apostolique Pastor Bonus, art. 3 §2 et art. 8-9).</p> <p>31. Être nommées membres des conseils pastoraux diocésains et paroissiaux (c. 443§ 5-6)</p> <p>32. Être nommées membres des conseils particuliers, pour une province ecclésiastique ou pour le territoire d'une conférence épiscopale (c. 443§ 5-6)</p> <p>33. Être nommées directrices d'une école catholique (c. 469 ??)</p> <p>34. Être nommées directrices d'un établissement catholique de santé (c. 469 ??)</p> <p>35. Être nommées « déléguées épiscopales » pour la caritas (c. 469 ??)</p> <p>36. Être nommées « déléguées épiscopales » les affaires canoniales (c. 469 ??)</p> <p>37. Être nommées pour participent à la curie diocésaine (c. 469 ??)</p> <p>38. Être nommées doyennes dans les facultés de théologie (c. 810-812)</p> <p>39. Être nommées pour représenter une personne morale (c. 118)</p> <p>40. Être nommées agents des finances d'un diocèse (c. 494 § 1)</p> <p>41. Être nommées agents des finances d'un institut religieux (c. 636)</p> <p>42. Être nommées membres du conseil financier d'un diocèse (c. 492), d'une paroisse, c. 537) ou de toute autre personne juridique publique (c. 1280)</p> <p>43. Être invitées à participer aux synodes romains des évêques.</p>
--	---